

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

Colomiers, le 14/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADIS SERVICES

27 avenue Léon Jouhaux

ZI du Terroir

31140 SAINT-ALBAN

Références : 2022-211
Code AIOT : 0006802432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement TRIADIS SERVICES implanté 27 avenue Léon Jouhaux, ZI du Terroir, à Saint-Alban. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS SERVICES
- 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31140 Saint-Alban
- Code AIOT : 0006802432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Filiale depuis 2002 du groupe SECHE Environnement basé à Changé (53), la société TRIADIS Services exploite sur son site de Saint-Alban une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets non dangereux.

La plateforme s'étend sur une superficie de 5400 m². Elle est principalement composée d'un bâtiment administratif, d'un bâtiment d'exploitation (réception, tri, regroupement des déchets), de zones de chargement / déchargement de véhicules et de zones de stockages extérieures. La société TRIADIS emploie une vingtaine de personnes sur le centre. Elle réceptionne en majorité des déchets d'entreprises (80 %) et des déchets de collectivités (20 %) provenant de la région Occitanie.

La gestion des déchets sur le centre est organisée en fonction de la filière de traitement (élimination, valorisation) retenue après les opérations de tri, regroupement et reconditionnement le cas échéant.

Les déchets sont réceptionnés conditionnés (fûts, bidons) ou en cuve (GRV), sous forme liquide, de gaz (aérosols), solide ou pâteuse, et stockés sur rack, étagères ou en vrac.

La quantité maximale de déchets présents sur le centre est limitée à 275 tonnes.

Compte tenu des capacités d'accueil du centre, l'exploitation du centre de transit relève du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques n° 2718, 2792, 3510 et 3550.

L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral du 04/04/1996, modifié en dernier lieu le 23/12/2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets
- état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
3	Bordereau de suivi de déchets	Code de l'environnement, article R. 541-45
4	Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules	Arrêté Préfectoral du 04/04/1996, article 7.3
6	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, aucun fait non conforme n'a été relevé.

Il ressort, en particulier, que les dispositions prises par l'exploitant pour assurer la traçabilité des déchets sont satisfaisantes de même que les modalités de stockage de ces déchets sur le site.

Toutefois, deux faits susceptibles de suite ont été relevés concernant :

- l'absence de renseignement de certains champs dans le registre des déchets sortants,
- le manque de précision du plan de localisation des risques et l'absence d'identification des cellules au sein du bâtiment de stockage en lien avec ce plan.

L'ensemble de ces éléments est détaillé dans les fiches de constats ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets entrants
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet [...] <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Le registre des déchets entrants a été présenté et examiné. Celui-ci comporte l'ensemble des informations requises mentionnées ci-dessus.</p> <p>L'exploitant précise que son ERP est connecté avec le RNDTS (Registre Nationale des Déchets, des Terres excavées et des Sédiments) ce qui facilite la tenue du registre, et le sera prochainement avec TrackDéchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ;b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Le registre des déchets sortants a été présenté et examiné. Il comporte l'ensemble des informations requises mentionnées ci-dessus à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des coordonnées de l'éco-organisme pour les déchets concernés par une filière REP - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement. <p>Pour ce qui est des filières d'élimination, l'exploitant précise que celles-ci sont définies sur la base des caractéristiques de déchets, et validées à l'issue de la procédure de Certificat d'Acceptation Préalable (CAP). L'exploitant indique également s'assurer désormais que les arrêtés d'autorisation</p>

des installations destinataires permettent bien la prise en charge des déchets concernés.

Ceci fait notamment suite à un signalement effectué par l'inspection sur l'envoi de batteries usagées vers un site qui ne disposait pas de l'autorisation nécessaire pour les accueillir (site relevant du simple régime de la déclaration)

Ces envois ont concerné 10 expéditions (45 t au total) soit entre 2,5 et 7 t par expédition (soit 9 caisses-palette de 800 kg au maximum).

À noter que le registre des déchets sortants concernant ces envois indique un code élimination R4 (recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques), alors que l'installation destinataire ne fait que du transit regroupement de ces déchets, correspondant plutôt au R12.

Le CAP correspondant à ces envois a été présenté et n'appelle pas de remarque particulière complémentaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bordereau de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereaux de suivi de déchets (BSD) et TrackDéchets
Prescription contrôlée: I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Plusieurs exemples de BSD (déchets entrants et déchets sortants) établis dans la base de données TrackDéchets ont été présentés et examinés. Ces derniers n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection. Ils comportent l'ensemble des informations requises et définies par l'arrêté ministériel du 21/12/2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. La traçabilité de plusieurs déchets a été vérifiée par échantillonnage (Fiches d'Identification de Déchets, fiches de suivi, CAP, registre déchets et BSD) et il a pu être constaté que l'ensemble des informations concernant ces déchets concordent. Concernant le recours à l'application TrackDéchets, l'exploitant signale plusieurs difficultés nécessitant encore quelques adaptations : <ul style="list-style-type: none">- impossibilité de se connecter à l'application en l'absence de réseau (ce qui peut parfois arriver lors de certaines collectes),- difficulté d'intégrer certains transporteurs au système car ce dispositif les oblige à équiper leurs chauffeurs d'outils numériques,- création de BSD en doublons dans certains cas (BSD générés automatiquement par l'ERP de l'exploitant en plus de celui édité par le client). Cette situation explique notamment les nombreux courriels de refus reçus par l'inspection (à noter qu'une fois le BSD signé par le client, celui-ci n'est plus modifiable. Le BSD est alors mis en révision (mais pas refusé) dans le cas, par exemple d'un mauvais numéro de CAP).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/1996, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Lavage des camions
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et les bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre soient propres.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les camions arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement. [...]</p> <p>L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont, notamment, conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses [...].</p>
<p>Constats : Ce point est examiné dans le cadre d'un signalement concernant une société qui effectuerait des opérations de lavage de bennes de déchets dangereux sont l'autorisation requise. Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique que les bennes servant au regroupement des pots de peinture ne lui appartiennent pas, qu'elles sont louées à une société, et qu'il n'a donc pas en charge leur entretien.</p> <p>Ces bennes sont évacuées 4 fois par semaine environ, elles sont remplacées par une benne vide mais ne sont pas nettoyées systématiquement entre chaque rotation.</p> <p>L'exploitant indique qu'il va se renseigner sur les modalités de nettoyage des bennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de localisation des risques
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan général des stockages. Toutefois, celui-ci est à revoir car la légende n'est pas assez explicite quant au risque présenté par les déchets (inflammables, aérosols, toxiques etc.). Le plan fait, de plus, référence à des lettres pour identifier les différentes cellules et zones, mais les cellules au sein du bâtiment de stockage ne sont pas repérées.</p> <p>Il a pu être constaté que le plan de stockage est joint aux autres documents (état des stocks) mis à la disposition des services de secours à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée: L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks établi la veille de l'inspection a été présenté. Pour établir son état des stocks, l'exploitant procède de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">- zone par zone, il établit une fiche inventaire dans laquelle sont relevées quotidiennement (le soir) les quantités réelles. Cette fiche est rédigée par la personne en charge de l'astreinte.- il établit également une fiche bilan zone par zone dans laquelle le relevé des quantités réelles est comparée avec les quantités maximales autorisées par l'arrêté d'autorisation. L'inspection observe que la dénomination des zones de stockage est suffisamment précise. Ces informations sont renseignées informatiquement puis imprimées et affichées dans l'armoire mise à la disposition des pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks – dispositions spécifiques
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>[...] L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats : En complément des fiches inventaire remplies quotidiennement, l'exploitant établit un état des stocks plus détaillé avec les mentions de danger correspondantes (H225 inflammable par exemple). Ce fichier est renseigné informatiquement uniquement.</p> <p>L'inspection observe que cet état des stocks prend également en compte les zones de stockage des emballages vides souillés (caisses palettes et GRV) mais qu'il manque les zones de stockage des emballages vides neufs.</p> <p>Les piles et les batteries, ainsi que les aérosols, figurent bien dans cet état des stocks.</p> <p>Comme indiqué précédemment, il a pu être constaté que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement et qu'il est bien mis à disposition des services de secours à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant précise que l'état des stocks est, par ailleurs, accessible et consultable à distance en tout temps, le serveur informatique n'étant pas hébergé sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet